

Une Europe des transports menacée d'embolie

## Des villes asphyxiées par l'automobile

Le Monde Diplomatique - [Isabelle Bourboulon](#) - déjà en décembre 1997

Extraits

«*Il faut adapter la ville à la voiture.* » La formule, restée célèbre, est de Georges Pompidou. On en serait plutôt aujourd'hui à préconiser exactement l'inverse, tant le tout-automobile pour les déplacements urbains a atteint ses limites. En France, la décision de Mme Dominique Voynet, ministre de l'environnement, de limiter la circulation dans la région parisienne lors du pic de pollution du 1er octobre dernier, aura au moins servi à prendre la mesure concrète de ces nuisances et à sensibiliser l'opinion à la qualité de l'environnement urbain.

De nombreuses études épidémiologiques ont mis en évidence la corrélation entre niveaux moyens de pollution et problèmes de santé, notamment respiratoires. En France, ils sont responsables de 1 000 décès prématurés par an, sans compter les hospitalisations, les consultations aux urgences pédiatriques, les visites médicales à domicile, l'absentéisme professionnel. Soit un coût médico-social évalué, uniquement pour Paris et la petite couronne, à 1 milliard de francs par an.

Nuisances du bruit également : en ville, 80 % de l'énergie acoustique sont émis par les véhicules en circulation, et l'on estime que 10 millions de personnes sont soumises, en France, à un niveau sonore supérieur à 65 décibels, seuil au-delà duquel le bruit est considéré comme gênant, notamment pour le sommeil. Enfin, l'encombrement spatial constitue une autre forme de pollution : la voiture consomme huit fois plus d'espace que l'autobus, si l'on prend en compte la surface à l'arrêt, le nombre moyen de passagers et la vitesse de déplacement. Les bouchons, qui augmentent de 15 % par an, ont un coût estimé à 7,5 milliards de francs, dont 1,5 milliard en carburant gaspillé. Au total, l'impact combiné des coûts sociaux du transport automobile — bruit, pollution de l'air, congestion de la circulation, consommation d'espace et manque de sécurité — pourrait représenter jusqu'à 5 % du produit national brut (PNB).